

**OBJET CONTRIBUTION FINANCIERE DE LA COMMUNE A L'ADIL
POUR LA PERIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2007**

La Commune, soucieuse de promouvoir la qualité du cadre de vie sur son territoire et de sensibiliser le public aux questions d'architecture, d'urbanisme et d'environnement, souhaite renforcer l'information des Dionysiens à propos de leurs projets d'aménagement ou de construction.

L'ADIL, association de type Loi de 1901, intervient déjà à la demande de la Commune pour le compte des particuliers.

Par la présente Convention, il est demandé à l'ADIL d'intervenir pour le compte de la Commune en mettant à sa disposition son équipe pluridisciplinaire, et plus particulièrement un de ses architectes à raison d'une journée par semaine.

L'ADIL est chargée de renseigner les particuliers dans les domaines suivants :

- les financements : aides et subventions, prêts épargne logement, prêts immobiliers, 1 % logement, plan de financement ;
- les loyers : baux, charges et réparations locatives, montant de réévaluation des loyers ;
- les contrats : de vente ou de construction, d'entreprise, de prêt ;
- l'urbanisme : réglementation et procédures à suivre ;
- la fiscalité : impôts, avantages fiscaux, défiscalisation ;
- la maîtrise de l'énergie dans l'habitat : primes et prêts bonifiés.

De plus, l'ADIL devra remettre à la Commune un rapport annuel de ses activités, ainsi que des comptes rendus des réunions d'étape trimestrielles.

Son intervention a été évaluée à 31 858,00 euros pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2007.

Je vous demande donc :

- d'approuver la Convention ci-après jointe entre la Commune et l'ADIL pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2007 ;
- de m'autoriser à signer l'acte correspondant.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



LE DEPUTE-MAIRE

René-Paul VICTORIA
René-Paul VICTORIA

OBJET CONTRIBUTION FINANCIERE DE LA COMMUNE A L'ADIL
POUR LA PERIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2007

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et aux libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Sur le RAPPORT N° 07/1-14 présenté par le Député-Maire au nom des Commissions 1° Cadre de Vie et Habitat, 2° Aménagement du Territoire, et 3° Finances et Administration Générale ;

Sur l'avis favorable des dites Commissions ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
A L'UNANIMITE DES VOTANTS**

ARTICLE 1

Approuve la Convention ci-après jointe entre la Commune et l'ADIL pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2007.

ARTICLE 2

Autorise le Député-Maire à signer l'acte correspondant.

Pour extrait certifié conforme,
Fait à Saint-Denis, le 02 AVR. 2007

LE DEPUTE-MAIRE

LE MAIRE

LE DEPUTE-MAIRE
VICTORIA

CONVENTION DE MISSION D'ACCOMPAGNEMENT

Commune de Saint-Denis

Préambule

Considérant que :

- l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement (ADIL) de la Réunion, association à but non lucratif régie par la loi de 1901, à pour objet de définir et de mettre en œuvre l'ensemble des moyens et méthodes permettant l'information du public en matière de logement et d'habitat ;
- cette information doit donner à l'utilisateur tous les éléments objectifs lui permettant l'exercice d'un choix véritable et indépendant ;
- l'action auprès du public que l'ADIL a pour but de favoriser est limitée à la seule information, à l'exclusion de tout acte commercial, administratif, contentieux ou financier avec le public ;

Entre la Commune de Saint-Denis, représentée par son Député-Maire, agissant en cette qualité,

d'une part,

et l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement (ADIL) de la Réunion, représentée par son Président, agissant en cette qualité,

d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT.

I - OBJET DE LA CONVENTION

Article 1 - Contenu de la mission

La présente Convention a pour objet une mission d'accompagnement de la Commune pour l'information des particuliers, qu'ils soient propriétaires ou locataires, qu'ils envisagent de construire une maison ou d'acheter un logement, ou bien encore d'améliorer leur logement actuel, dans les domaines suivants :

- les financements : aides et subventions, prêts épargne logement, prêts immobiliers, 1% logement, plans de financement ;
- les loyers : baux, charges et réparations locatives, montant et réévaluation des loyers ;
- les contrats : contrats de vente, contrats de construction, contrats d'entreprise et de maîtrise d'œuvre, contrats de prêt ;
- l'urbanisme : impôts locaux, avantages fiscaux, défiscalisation ;

- la copropriété : organisation et fonctionnement d'une copropriété ;
- la maîtrise de l'énergie dans l'habitat : primes et prêts bonifiés.

Les diagnostics financiers et les plans de financement seront réalisés à l'aide du logiciel ADILOPTI dont disposent les ADIL.

II - MOYENS MIS EN ŒUVRE

Article 2 - Apports de l'ADIL

L'ADIL mettra à la disposition de la Commune l'un de ses Conseillers Juristes et lui apportera le savoir-faire de son équipe et l'ensemble de son expérience de conseil.

Il consacrera l'équivalent de cent trente-deux demi-journées de travail à cette mission, qui sera réalisée sous forme de permanences régulières en mairie, dont le calendrier sera établie en accord avec la Commune.

Article 3 - Apport de la Commune

La Commune mettra à la disposition du Conseiller Juriste un local à son usage pendant ses permanences en mairie et lui fournira l'aide en matériel et en personnel indispensable à l'exécution normale de sa mission de service public.

III - CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE

Article 4 - Secret professionnel et obligation de discrétion

Le Conseiller Juriste se reconnaît tenu au secret professionnel et à une obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de sa mission.

Article 5 - Modalités de contrôle

L'objectif de la Commune étant d'apprécier le type de problèmes posés et de mesurer leur importance et leur localisation, l'ADIL produira un rapport annuel, faisant la synthèse de la typologie des questions posées et des difficultés rencontrées pour y répondre, ainsi que des statistiques commentées et accompagnées de graphiques sur les consultations qu'elle aura données. L'ensemble sera présenté lors d'une réunion avec les services de la Commune.

Par ailleurs, l'ADIL se tiendra à la disposition de la Commune pour une réunion trimestrielle de concertation, afin de présenter un bilan de sa mission, qui fera l'objet d'un compte rendu.

Article 6 - Durée de la Convention

La présente Convention est établie pour une période d'un an à compter du 1er janvier 2007.

IV - CONTRIBUTION DE LA COMMUNE

Article 7 - Montant de la contribution

Une participation volontaire et forfaitaire, d'un montant de 31 750,00 € (trente-et-un mille, sept cent cinquante euros), sera versée par la Commune au titre d'une contribution générale à l'activité de l'ADIL, auquel se rajoutera le montant de sa cotisation pour 2007 de 108,00 €

(cent huit euros), soit un montant total de 31 858,00 euros (trente-et-un mille, huit cent cinquante-huit euros).

Cette participation sera versée trimestriellement à l'ADIL, sur production d'un mémoire établi en double exemplaire, au crédit du compte BR (code banque 12169 / code guichet 00021 / numéro de compte 21274330090 / clé 51) ouvert au nom de l'ADIL.

Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique.

Article 8 - Régime fiscal

Au regard de l'instruction fiscale du 15 septembre 1998, la gestion de l'ADIL, association à but non lucratif, est désintéressée et son activité générale d'information et d'accompagnement la situe hors du champ concurrentiel. L'ADIL n'est pas soumise aux impôts commerciaux. La participation financière de la Commune n'est donc pas assujettie à la TVA.

V - RESILIATION ET LITIGES

Article 9 : Résiliation de la Convention

Il pourra être mis fin à la présente Convention à tout moment, sur la demande de l'une ou de l'autre des parties, moyennant un préavis d'un mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 - Attribution de juridiction

Il est expressément convenu que le Tribunal Administratif sera le seul compétent pour connaître les litiges qui pourraient naître entre les parties en raison de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention.

**Fait en double exemplaire,
Saint-Denis,
Le**

Le Président de l'ADIL

Le Député-Maire de Saint-Denis

Vu par le Conseil Municipal de Saint-Denis
en séance du 22 mars 2007
et annexé à la Délibération n° 07/1-14

LE DÉPUTÉ-MAIRE

René Paul VICTORIA

